

Chronologie

Juli–September / juillet–septembre 2010

Juli/juillet

04.07. Überraschend treten zwei Staatssekretäre zurück, Alain Joyandet, zuständig für die Übersengebiete Frankreichs, und Christian Blanc, zuständig für das Projekt *Grand Paris*. Ihnen wird Missbrauch von Steuergeldern vorgeworfen. Blanc soll auf Kosten des Ministeriums Zigarren im Wert von 12 000 Euro bestellt, Joyandet ein Regierungsflugzeug für eine private Reise genutzt haben. Beide Staatssekretäre kommen mit ihrem

Rücktritt einer angekündigten Kabinettsumbildung nach der Sommerpause zuvor.

05.07. Der französische Flugzeugzulieferer *Zodiac Aerospace* übernimmt das deutsche Unternehmen *Zell*, das Kabinenausstattung für Flugzeuge anbietet. *Zodiac* kann so künftig die gesamte Innenausstattung von Flugzeugen zur Verfügung stellen und erhofft sich damit Vorteile insbesondere gegenüber seinem größten Kunden *Airbus*.

La valse des ministres-présidents

Après l'élection de Christian Wulff, jusqu'alors ministre-président de **Basse-Saxe**, à la présidence de la République le 30 juin, les députés du *Landtag* de Hanovre élisent le chrétien-démocrate David McAllister à la tête du gouvernement régional. Le nouveau ministre-président est né en 1971 à Berlin, de père écossais et de mère allemande.

Le 14 juillet, près de deux mois après les élections régionales de **Rhénanie du Nord-Westphalie**, la social-démocrate Hannelore Kraft est élue ministre-présidente du gouvernement minoritaire de Düsseldorf avec le soutien tacite de *Die Linke*. Avec les Verts, elle succède au chrétien-démocrate Jürgen Rüttgers qui a dirigé le *Land* avec les Libéraux depuis 2005.

Le 18 juillet, quelques heures avant la proclamation des résultats d'un référendum sur l'avenir de l'école primaire à **Hambourg**, le chrétien-démocrate Ole von Beust, premier bourgmestre de la ville-Etat depuis octobre 2001, annonce qu'il démissionnera de ses fonctions le 25 août, mais précise que cette décision n'a rien à voir

avec le refus de la réforme scolaire voulue par la coalition. L'élection de son successeur, Christoph Ahlhaus, ne remet pas en cause la coalition avec les Verts, la première du genre en Allemagne.

Au **Schleswig-Holstein**, Peter Harry Carstensen, ministre-président depuis 2005, tire le 31 août les conséquences d'un jugement de la cour constitutionnelle de Kiel, qui avait contesté la veille l'élection régionale de 2009 et imposé un nouveau scrutin avant 2012. Il décide de ne plus être candidat à sa propre succession en 2012. La CDU choisit Christian von Boetticher pour présider désormais le parti.

Le 31 août, Roland Koch, ministre-président de **Hesse** depuis 1999, démissionne, comme il l'avait annoncé le 25 mai. Volker Bouffier est élu par le *Landtag* de Wiesbaden à la tête du gouvernement chrétien-libéral.

Le 10 février 2010, le chrétien-démocrate Stefan Mappus avait été élu ministre-président du **Bade-Wurtemberg** après la nomination de son prédécesseur Günther Oettinger comme commissaire européen à Bruxelles.

F. T.

Perspectives afghanes

Dans sa déclaration de politique générale devant les députés du *Bundestag* le 12 juillet, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, apporte son soutien au processus de stabilisation de l'Afghanistan dans le cadre d'un équilibre entre les différentes ethnies et groupes de la société afghane. Le 20 juillet, il participe à la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Kaboul qui fait suite à la rencontre de Londres de fin janvier 2010. L'aide civile allemande a été doublée depuis cette date (elle est de 430 millions d'euros), ainsi que le nombre de formateurs de police. La *Bundeswehr* a envoyé 500 soldats de plus pour la formation des forces de sécurité. Mais sept soldats allemands ont été tués au cours du premier semestre. Les corps de dix médecins, dont une Allemande, sont découverts le 6 août dans le Nord-Est du pays.

Le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, accompagné par le président du *Bundestag*, Norbert Lammert, effectue le 28 août une visite impromptue du camp de Mazar-i Charif, où est stationné le contingent allemand qui opère avec l'armée afghane dans le Nord. Un entretien a lieu ensuite à Kaboul avec le président Hamid Karsai et le commandant en chef américain David Petraeus. Le 23 septembre, le ministre annonce depuis Gand que le nombre de soldats allemands passera à 5 000 hommes (au lieu de 4 700) d'ici octobre 2010. Les six avions de combat *Tornado* seront retirés d'Afghanistan avant le mois de novembre.

F. T.

05.07. Die ehemalige Buchhalterin von Liliane Bettencourt, Erbin des *L'Oréal*-Konzerns, gibt in einem Interview an, dass es während des Präsidentschaftswahlkampfes 2007 im Hause Bettencourt zur Übergabe illegaler Parteispenden an den Schatzmeister der Regierungspartei UMP und heutigen Arbeitsminister Eric Woerth gekommen sei. Am 13. Juli legt Woerth sein Amt als Schatzmeister der Regierungspartei UMP nieder.

06.07. Der langjährige Chef des Fernsehsenders *France 3*, Rémy Pflimlin, wird neuer Chef des staatlichen Fernsehsenders *France Télévision*. Er löst Patrick de Carolis ab, der im Jahr 2008 eine Äußerung von Staatspräsident Sarkozy über die öffentlichen Sender als „falsch, dumm und ungerrecht“ bezeichnet hatte. Erstmals in der Geschichte des Senders wird mit Pflimlin ein Generaldirektor vom Staatspräsidenten persönlich ernannt, was bei Gewerkschaften und Medienvertretern auf heftige Kritik stößt.

09.07. Wu Bangguo, Vorsitzender des Ständigen Ausschusses des Nationalen Volkskongresses Chinas, trifft auf Einladung des Präsidenten der Nationalversammlung, Bernard Accoyer, zu einem mehrtägigen Besuch in Frankreich ein. Er trifft mit Staatspräsident Sarkozy und Premierminister Fillon zusammen. Im Rahmen des Besuchs werden zudem zahlreiche Verträge zwischen französischen und chinesischen Firmen abgeschlossen.

12.07. In einem einstündigen Fernsehinterview im Fernsehsender *France 2* nimmt Staatspräsident Sarkozy zu den Vorwürfen im Zusammenhang mit der Bettencourt-Affäre Stellung. Dabei betont er sein Vertrauen zu Arbeitsminister Eric Woerth, der im Zuge der Affäre in die Kritik geraten ist. Ein Untersuchungsbericht der Finanzaufsicht habe die Vorwürfe gegen Woerth entkräftet. Außerdem äußert sich Sarkozy zu dem geplanten Sparprogramm und der Rentenreform.

13.07. Ein umstrittenes Gesetz, welches das Tragen eines Ganzkörperschleiers (Burka) in der Öffentlichkeit untersagt, wird von der *Assemblée nationale* mit den Stimmen der Regierungspartei UMP verabschiedet. Die sozialistische Opposition bleibt der Abstimmung fern. Sie lehnt ein Verbot der Ganzkörperschleierung in öffentlichen Gebäuden zwar nicht grundsätzlich ab, erhebt aber Zweifel an der Verfassungsmäßigkeit des Gesetzes. Alle Verweise auf den Islam waren zuvor aus dem Gesetzentwurf gestrichen worden.

14.07. An der traditionellen Militärparade am französischen Nationalfeiertag auf den Champs-

Elysées nehmen Vertreter der Armeen von 13 ehemaligen französischen Kolonien in Afrika teil. Anlass ist der 50. Jahrestag der Unabhängigkeit der Staaten. Kritiker erheben den Vorwurf, dass einige der afrikanischen Staatschefs, die als Ehrengäste geladen worden waren, in ihren Ländern gegen Menschenrechte verstoßen. Am Vortag hatte Staatspräsident Sarkozy angekündigt, dass afrikanische Veteranen, die in den Kolonialarmeen für Frankreich gekämpft hatten, künftig die gleiche Rente wie französische Veteranen erhalten sollen.

15.07. Außenminister Bernard Kouchner trifft in Georgien mit dem Präsidenten Saakaschwili zusammen, dem er die Unterstützung Frankreichs zusichert. Er kritisiert die Nichteinhaltung des Waffenstillstandsabkommens zwischen Georgien und Russland durch russische Truppen, das nach einem Konflikt um die Unabhängigkeit der georgischen Provinzen Südossetien und Abchasien 2008 geschlossen worden war. Frankreich hatte hierbei im Rahmen seiner EU-Ratspräsidentschaft eine Vermittlerrolle gespielt.

Entretiens

La chancelière Angela Merkel participe le 15 juillet avec son ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle aux 12^{es} consultations germano-russes à Iekaterinbourg, en présence notamment du président Dmitri Medvedev et du premier ministre Vladimir Poutine. L'Allemagne est le principal partenaire économique de la Russie.

Le lendemain, elle se rend en Chine, autre partenaire important, pour y rencontrer le président Hu Jintao et le premier ministre Wen Jiabao, avant de gagner le Kazakhstan pour s'entretenir avec le président Noursoultan Nazarbayev et son premier ministre Karim Massimov. Plusieurs contrats sont signés : *Siemens* livrera à la Russie d'ici 2020 240 trains régionaux d'une valeur de 2,2 milliards d'euros, assurera la modernisation d'ici 2026 de 22 gares et fournira avant 2015 des turbines pour les éoliennes russes. A Pékin, *Daimler* et le constructeur chinois *Beiqi Foton Motor* signent des contrats de 730 millions pour la production de camions, plusieurs accords sont scellés dans les domaines de l'énergie et de la protection des eaux. En présence de la chancelière et du président chinois, le manager de BASF, Jürgen Hambrecht, critique les limites imposées par le marché chinois. Les dirigeants d'entreprises chinoises reprochent pour leur part à l'Allemagne ses conditions d'attribution de visas. La visite à Astana s'inscrit dans le cadre de la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) exercée par le Kazakhstan.

En visite en Lituanie le 6 septembre, Angela Merkel demande à la présidente Dalia Grybauskaitė que Vilnius consolide son budget et respecte le pacte de stabilité européen pour que soit surmontée la crise de l'euro. Le lendemain, elle se rend en Lettonie pour s'entretenir avec le président Valdis Zatlers et le premier ministre Valdis Dombrowskis. Berlin apporte son soutien à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Les entretiens de Vilnius et Riga portent également sur les questions de sécurité dans le nouveau concept stratégique de l'Alliance atlantique face à la Russie et sur la volonté des Etats baltes de réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

Le 19 septembre, Angela Merkel se rend au siège des Nations-Unies à New York pour participer au sommet du Millénaire pour le Développement (OMD) consacré à la lutte contre la pauvreté, auquel assistent plus de cent chefs d'Etat et de gouvernement. Dans son discours du 21 septembre, elle réitère sa volonté d'imposer des conditions avant l'octroi de l'aide au développement, et cite la réduction de la pauvreté, le maintien de la paix et de la sécurité, la protection de l'environnement et la promotion des droits de l'homme. Les objectifs du Millénaire, définis par l'ONU dix ans plus tôt, ne seront pas atteints en 2015 comme prévu, mais restent pertinents, estime la chancelière. L'Allemagne, qui est le troisième contributeur au budget des Nations-Unies et le troisième d'aide publique au développement, entend fixer cette aide à 0,7 % du PIB, même si ce taux en 2010 n'est encore que de 0,4 %.

F. T.

Diplomatie

Alors que la chancière est en Russie le 15 juillet, son ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, rencontre le même jour à Tachkent le président Karimow d'**Ouzbékistan**. Accompagné ensuite du chef de la diplomatie française, Bernard Kouchner, il se rend le 16 juillet à Osh, au **Kirghizistan**, pour demander une enquête internationale sur les affrontements qui ont fait quelque 2 000 morts en juin dans le sud du pays entre Kirghizes et Ouzbeks. Après avoir rencontré la présidente Otounbaïeva à Bichkek, où la France et l'Allemagne sont les seuls Etats européens à avoir une ambassade, les deux ministres participent à la réunion informelle de leurs homologues de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Almaty, au **Kazakhstan**.

Guido Westerwelle effectue le 22 juillet son deuxième voyage en Afrique. Après l'Afrique du Sud, la Tanzanie et Djibouti au mois d'avril, il choisit l'**Ouganda** pour souligner l'importance du continent africain pour l'Allemagne. Au sommet de l'Organisation de l'Union africaine à Kampala, le ministre plaide en faveur d'un siège permanent pour l'Afrique au conseil de sécurité des Nations-Unies.

Lors d'une escale en **Slovénie**, Guido Westerwelle déclare que sur la question de l'adhésion à l'Union européenne, la Turquie n'est pas encore prête. Le 29 juillet à Istanbul, il rappelle que Berlin favorise un dialogue stratégique étroit avec la **Turquie**. Les entretiens avec son homo-

logue Davutoglu, pendant près de cinq heures, portent aussi sur l'Iran, les Balkans et le Proche-Orient. A Ankara, Guido Westerwelle est reçu par le premier ministre Erdogan. Au lendemain du référendum favorable à 26 réformes de la constitution turque, le ministre allemand déclare le 13 août qu'une adhésion à long terme est désormais possible.

L'entrée de la **Croatie** dans l'Union européenne est à l'ordre du jour des entretiens menés le 26 août à Zagreb par le ministre des Affaires étrangères avec le président Josipovic et la première ministre Kosor. Guido Westerwelle se rend ensuite en **Serbie**, où il précise à ses interlocuteurs, notamment le président Tadic, qu'une adhésion serbe ne sera envisageable que lorsque Belgrade aura accepté l'indépendance du Kosovo. De même en **Bosnie-Herzégovine** : lors de son entretien avec son homologue Alkalaj à Sarajevo, le ministre demande que les deux régions autonomes réalisent leur unité. Le premier ministre des Serbes de Bosnie, Dodik, hostile à la politique allemande dans les Balkans, renonce à rencontrer Guido Westerwelle. Ses collègues musulmans et croates participent néanmoins à l'entretien. Dernière étape du périple, le **Kosovo**, où sont stationnés les 1 400 soldats du contingent allemand de la Kfor : à Pristina, capitale du plus jeune des Etats du continent européen, miné par la criminalité, la corruption, les tensions ethniques et un chômage de plus de 45 %, Guido Westerwelle lance un appel pour que l'Espagne, la Roumanie, la Grèce, la Slovaquie et Chypre reconnaissent le Kosovo.

F. T.

16.07. In der Nacht kommt es im Stadtteil Villeneuve in Grenoble zu schweren Unruhen zwischen Jugendlichen und der Polizei. Die Ausschreitungen sind die Reaktion auf den Tod eines mutmaßlichen Diebes, der auf der Flucht von der Polizei erschossen worden war. Nach Angaben der Polizei hatten der Flüchtige und sein Komplize nach dem Überfall auf ein Kasino das Feuer auf die Polizei eröffnet.

21.07. Aufgrund eines Streiks der Fluglotsen fallen in Frankreich zahlreiche Flüge aus. Am Flughafen *Charles de Gaulle* in Paris wird jeder fünfte, am Flughafen Orly sogar jeder zweite Flug gestrichen. Die Lotsen protestieren gegen die von der EU geplante Vereinheitlichung des europäischen Luftraums, da sie eine Verschlechterung ihrer Arbeitsbedingungen und Stellenstreichungen befürchten.

23.07. Bei einem Stresstest, dem in Reaktion auf die internationale Banken- und Finanzkrise insgesamt 91 europäische Finanzinstitute unterzogen worden waren, schneiden die vier getesteten französischen Banken (BNP *Paribas*, *Société générale*, *Crédit agricole* und BPCE) gut ab. Die Tests, die von den nationalen Bankenaufsichtsbehörden in Abstimmung mit der Europäischen Zentralbank durchgeführt werden, prüfen anhand einer Szenarienanalyse die Belastungsfähigkeit der Banken. Getestet werden sogenannte systemrelevante Geldinstitute.

25.07. Der 78-jährige Franzose Michel Germaneau, der seit seiner Entführung in Niger im April 2010 von einer Al-Qaida-Gruppe unter Befehl des Algeriers Abdelhamid Abu Said als Geisel festgehalten worden war, wird ermordet. In einer Videobotschaft bezeichnet die Terrorgruppe den Mord als Rache für eine gescheiterte Befreiungsaktion durch französische und mauretische Spezialeinheiten wenige Tage zuvor. Germaneau war in Niger für eine Hilfsorganisation tätig gewesen. Staatspräsident Sarkozy droht Al-Qaida mit Vergeltung für das Verbrechen.

27.07. In seinem Konzept zur Neuordnung des Atomsektors in Frankreich spricht Staatspräsident Sarkozy dem Energieunternehmen EDF eine tragende Rolle zu. So soll sich der Staatskonzern EDF am ebenfalls weitgehend staatlichen Atomkonzern *Areva* beteiligen und insbesondere im französischen Exportgeschäft für Nukleartechnik eine Führungsrolle übernehmen. Seit mehreren Monaten hatten die beiden Unternehmenschefs Henri Proglio (EDF) und Anne Lauvergeon (*Areva*) auch öffentlich um die Vorherrschaft im Atomsektor gestritten.

30.07. Bei einer Rede in Grenoble aus Anlass der Einführung des neuen Präfekten Éric Le Douaron kündigt Staatspräsident Sarkozy eine Verschärfung der Maßnahmen gegen Straftäter ausländischer Herkunft an. Er schlägt vor, ausländischen Personen, die einen Vertreter der öffentlichen Ordnung angreifen, die französische Staatsbürgerschaft zu entziehen. Straffällig gewordene Minderjährige sollen die Staatsbürgerschaft nicht

mehr automatisch bei Volljährigkeit erhalten. Sarkozy betont, dass die Immigration in Frankreich seit fünfzig Jahren unzureichend reguliert worden sei. Nach tödlichen Schüssen der Polizei auf einen flüchtenden Räuber ausländischer Herkunft war es in Grenoble Mitte Juni zu gewaltsamen Ausschreitungen gekommen.

August/août

01.08. Auf seiner Tagung in Brasilia beschließt das UNESCO-Welterbekomitee, die ehemalige Bischofsstadt Albi mit dem Bischofspalast und der gotischen Kathedrale *Sainte-Cécile* in die Liste der Weltkulturerbestätten aufzunehmen. Zugleich

Convergence fiscale

Le 21 juillet, un ministre étranger des Finances participe pour la première fois aux délibérations du Conseil des ministres à Paris, comme l'avait fait au mois de mars son homologue française, Christine Lagarde, à Berlin. A cette occasion, Wolfgang Schäuble réaffirme la volonté des deux pays de renforcer le Pacte européen de stabilité et de croissance.

Dans les institutions européennes, le droit de vote pourrait être supprimé temporairement aux pays en déficit chronique. Pour Wolfgang Schäuble, les tests de résistance des banques, la réduction des déficits et le renforcement du Pacte devraient permettre de regagner la confiance dans la stabilité de la monnaie européenne. Les deux gouvernements plaident en faveur d'une convergence fiscale entre les deux pays, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises.

Les Cours des comptes devront élaborer un état des lieux comparatif. Le président Sarkozy n'a pas manqué de rappeler, parmi les différences, que la France a toujours un impôt sur la fortune (ISF), alors que l'Allemagne l'a supprimé. Les observateurs auront remarqué que le ministre allemand n'a pas eu recours une seule fois aux traducteurs.

F. T.

Une réforme de la *Bundeswehr* ?

Le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, ouvre un large débat au mois de juillet 2010 en proposant une restructuration de la *Bundeswehr*. Les premières révélations dans la presse suscitent des réactions critiques, également dans les rangs du parti chrétien-démocrate au pouvoir, mais obtiennent le 14 août le soutien du ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle. Ce n'est que le 23 août que le ministre de la Défense présente sa conception aux experts des partis de la coalition gouvernementale, à savoir une suppression provisoire du service militaire obligatoire (passé de 9 à 6 mois en juillet) et une réduction d'un tiers des effectifs de l'armée (actuellement 252 000 soldats) à partir de juillet 2011 pour la rendre plus efficace.

La disparition, même provisoire, de la conscription, notent les adversaires du projet, aurait des conséquences sur le service civil. Le service militaire en Allemagne est inscrit dans la Loi fondamentale depuis 1955, le ministre ne songe pas à modifier le texte constitutionnel, le nouveau service militaire serait en fait un stage volontaire de 12 à 23 mois, pour quelque 7 500 hommes

et femmes intéressés par un éventuel recrutement dans l'armée de métier. 35 000 jeunes pourraient être intéressés par un service civil volontaire de six à 24 mois, rémunéré 500 euros par mois, selon la ministre de la Famille, Kristina Schröder.

Sans approuver clairement les options de son ministre, la chancelière Angela Merkel se dit ouverte à de nouvelles idées, les propositions ayant l'avantage de représenter une économie d'environ 8,3 milliards d'euros d'ici à 2014, estimation qui pourrait être revue après consultation des partis. Le parti social-démocrate approuve l'idée d'un service volontaire, mais estime à 20 ou 30 000 le nombre de soldats volontaires pour parvenir à une armée de métier efficace, les Verts et *Die Linke* souhaitent une suppression définitive du service militaire. Le 11 septembre, le président du parti chrétien-social de Bavière, Horst Seehofer, rectifie ses critiques initiales et se dit favorable à une suppression de la conscription, mais juge trop faible une armée de métier de 163 500 hommes, telle qu'elle est suggérée par le ministre de la Défense.

F. T.

wird der Vulkanlandschaft auf der Insel La Réunion der Status einer Weltnaturerbebestätte zuerkannt. Insgesamt werden 21 Stätten neu in die Welterbeliste der UNESCO aufgenommen.

02.08. Im Rahmen einer mehrtägigen Europareise trifft der pakistanische Präsident Asif Ali Zardar in Paris mit Staatspräsident Sarkozy zusammen. Im Mittelpunkt der Gespräche steht neben wirtschaftlicher Kooperation und Katastrophenhilfe für die Überschwemmungsoffer in Pakistan der Kampf gegen den Terrorismus und die Lage in Afghanistan.

06.08. In Saint-Etienne und in der Umgebung von Paris werden erste illegale Lager von Roma geräumt. Ende Juli hatte Staatspräsident Sarkozy ein hartes Vorgehen gegen Roma angeordnet, die sich illegal in Frankreich aufhalten. Sie sollen ausgewiesen werden. Zugleich erhöht die Regierung

den Druck auf Rumänien, ihre Bemühungen um die Integration der rumänischen Roma in ihrer Heimat zu verstärken. Die Neuverhandlung der EU-Mittel für Rumänien nach 2013 soll hierbei genutzt werden. Im Juli war es im Loire-Tal nach dem gewaltsamen Tod eines jungen Roma bei einer Verkehrskontrolle zu Ausschreitungen gekommen.

10.08. Der französische Energiekonzern GDF-Suez übernimmt 70 % des britischen Energieanbieters *International Power* und steigt damit zum größten Energieversorger Europas nach dem deutschen Konzern *E.on* auf. Der französische Staat ist mit etwa 35 % Hauptaktionär des Konzerns GDF, der im Jahr 2008 aus der Fusion des ehemals staatlichen Konzerns EDF und des Energieversorgers *Suez* hervorgegangen war.

18.08. Der umstrittene ehemalige Bürgermeister von Montpellier und Präsident der Region

Languedoc-Roussillon, Georges Frêche, lässt in der Stadt insgesamt zehn Bronzestatuen großer Persönlichkeiten errichten, darunter Charles de Gaulle, Jean Jaurès, Winston Churchill und Franklin D. Roosevelt. Für Kritik in den Medien und der Öffentlichkeit sorgt die Aufstellung eines Denkmals des russischen Revolutionsführers Lenin. Frêche war im Jahr 2007 wegen rassistischer Äußerung mit Bezug auf die französische Nationalmannschaft aus der sozialistischen Partei ausgeschlossen worden.

19.08. Am Morgen beginnt die erste Gruppenabschiebung von Roma aus Frankreich nach Rumänien nach dem Aufruf von Staatspräsident Sarkozy zu einem härteren Vorgehen gegen illegal in Frankreich lebende Roma. Jedes Jahr werden mehrere Tausend Roma aus Frankreich abgeschoben, von denen viele kurz darauf wieder zurückkehren. Frankreich prüft nun eine biometrische Erfassung der Daten der Abgeschobenen. Die Europäische Kommission kündigt eine genaue Beobachtung der französischen Aktivitäten an, um ihre Vereinbarkeit mit europäischem Recht zu prüfen. Kritik an der Abschiebepaxis kommt auch von der katholischen Kirche und Papst Benedikt XVI.

20.08. Auf *Fort Brégançon*, in der Nähe seines Urlaubsortes, empfängt Staatspräsident Sarkozy Premierminister Fillon, Wirtschaftsministerin Christine Lagarde und Budgetminister François Baroin zu einem Arbeitstreffen. Im Anschluss wird die Wachstumsprognose für das kommende Jahr von 2,5 auf 2,0 % korrigiert. Für das Jahr 2010 wird ein Wirtschaftswachstum von 1,4 % erwartet. Sarkozy erklärt, dass eine Reduzierung des staatlichen Defizits, vor allem durch eine Senkung der Ausgaben und eine Verringerung von Steuervergünstigungen um 10 Milliarden Euro, weiterhin zentrales Ziel sei.

22.08. Die andauernde Ausweisung von Roma aus Frankreich stößt bei der Opposition, bei Menschenrechtsorganisationen und bei der katholischen Kirche erneut und zunehmend auf Kritik. Der Vorsitzende der französischen Bischofskonferenz, André Vingt-Trois, hatte wie andere

Kirchenvertreter das Vorgehen der Regierung kritisiert. Auch Papst Benedikt XVI. weist im Rahmen eines Gebets in französischer Sprache darauf hin, dass Menschen unterschiedlicher Herkunft an- und aufgenommen werden müssten.

24.08. In Norden Lyons eröffnet der weltweit zweitgrößte Handelskonzern *Carrefour* zwei neue Großsupermärkte nach einem neuen Verkaufskonzept, das neben wechselnden Angeboten auch die Integration von Fachketten wie HP oder *Virgin* umfasst. Der Konzern hofft damit, dem Umsatzrückgang in den Hypermärkten sowie dem wachsenden Preisdruck durch Discounter begegnen zu können.

25.08. Auf der jährlichen Botschafterkonferenz in Paris stellt Staatspräsident Sarkozy neben au-

Catastrophe à Duisburg

Le 24 juillet, 21 personnes trouvent la mort à Duisburg, au cœur du Bassin de la Ruhr, où a lieu la *Love Parade*, rendez-vous annuel de la techno.

Prisonnières d'un tunnel, la seule entrée menant à ce festival, des milliers de personnes tentent de sortir en escaladant un mur. La chute d'un participant provoque alors une panique dans la foule. Plus d'un million et demi de personnes – chiffre contesté par ailleurs – s'étaient rendues à Duisburg pour cet événement inscrit dans le programme de la capitale européenne de la culture *Ruhr.2010*. Le site du festival, révèle la police, ne pouvait accueillir que 250 000 personnes.

Les autorités régionales rendent les organisateurs et la ville de Duisburg responsables de la catastrophe. Le maire de la ville, Adolf Sauerland, refuse cependant de démissionner. 2 000 personnes assistent le 31 juillet à un office religieux, en présence du chef de l'Etat, de la chancelière et plusieurs ministres. La prochaine *Love Parade*, prévue à Gelsenkirchen en 2011, est annulée.

F. T.

ßenpolitischen Prioritäten Frankreichs, darunter die Präsenz in Afghanistan sowie die Herausforderungen durch den internationalen Terrorismus, die Zielsetzungen der Regierung für die französische G20-Präsidentschaft ab Mitte November sowie die G8-Präsidentschaft ab Januar 2011 vor. Im Mittelpunkt des Programms stehen demnach die Reform der internationalen Finanzarchitektur, der Kampf gegen Spekulationen an den Rohstoffmärkten sowie ein Beitrag zu einer Neugestaltung der globalen Finanzarchitektur.

28.08. Die ehemalige Präsidentschaftskandidatin Ségolène Royal eröffnet in La Rochelle die jährliche Sommeruniversität der Sozialistischen Partei (PS). Royal und die Parteivorsitzende Martine Aubry demonstrieren dabei Einigkeit. In ihrer Rede kritisiert Aubry scharf die Politik von

Staatspräsident Sarkozy. Das Treffen bildet den Auftakt für den internen Vorwahlkampf der Sozialisten in Hinblick auf die Präsidentschaftswahl im Jahr 2012.

31.08. EU-Justizkommissarin Viviane Reding lädt Einwanderungsminister Eric Bresson und Europa-Staatssekretär Pierre Lellouche zu einem Gespräch in Brüssel vor. Dabei soll überprüft werden, ob die derzeit vollzogene Abschiebung von Roma aus Frankreich im Einklang mit dem EU-Recht steht. Die Kommission mahnt Frankreich, das EU-Recht auf Freizügigkeit zu wahren, nach dem alle Bürger der Europäischen Union sich in einem anderen Mitgliedstaat niederlassen dürfen. Nach drei Monaten müssen sie einen gesicherten Lebensunterhalt und eine Krankenversicherung nachweisen.

Le retour du nucléaire

La chancelière Angela Merkel fait le 27 août le bilan de ses récentes visites sur plusieurs sites énergétiques du pays, un parc d'éoliennes, une usine de fabrication d'aérogénérateurs, trois centrales (nucléaire, au charbon et hydraulique) et une maison à énergie positive, appelée « maison de l'avenir ». Objectif de ces visites : montrer la synergie entre les diverses sources d'énergie, en prélude à la présentation, le 28 septembre, de la stratégie énergétique du gouvernement.

La chancelière estime que le nucléaire et le charbon sont des énergies de transition qui devront être remplacées un jour par les énergies renouvelables, pas assez performantes pour l'instant. Elle annonce donc son intention de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires, dix ans après la décision du gouvernement Schröder de sortir de cette filière. La coalition décide le 5 septembre que cette durée supplémentaire sera de huit ans pour les centrales les plus anciennes et de quatorze ans pour les plus récentes. Les quatre exploitants de centrales devront payer un nouvel impôt en raison des profits engrangés par cette prolongation de l'activité, et devront contribuer à hauteur d'environ 15 milliards d'euros au développement des énergies renouvelables.

Le 16 août, donc avant même la décision du gouvernement sur l'ampleur des prélèvements, l'industrie nucléaire avait menacé dans le cadre d'une vaste campagne de presse, de fermer les centrales, si elle devait s'acquitter pendant six ans de nouveaux impôts sur le combustible nucléaire (2,3 milliards d'euros par an), comme la chancelière l'avait évoqué plusieurs semaines plus tôt.

Le concept du gouvernement doit encore surmonter quelques obstacles : le parti social-démocrate et les Verts annoncent le 10 septembre leur intention de porter le dossier devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Par ailleurs, les partis de la coalition gouvernementale n'ont plus de majorité à la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*) depuis leur échec aux élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie.

Le 18, plusieurs dizaines de milliers de manifestants descendent dans la rue à Berlin, avec le soutien de l'opposition, pour protester contre la politique nucléaire du gouvernement. *Greenpeace* organise une autre manifestation le 28 septembre, sur les douze sites des centrales allemandes, alors que la coalition adopte sa nouvelle politique énergétique.

F. T.

31.08. Der französische Pharmakonzern *Sanofi-Aventis* legt ein Übernahmeangebot in Höhe von 18,5 Milliarden Dollar für den amerikanischen Biotech-Konzern *Genzyme* vor, nachdem zuvor eine freundschaftliche Übernahme gescheitert war. In einem Brief an *Sanofi* lehnt der Vorstandschef von *Genzyme*, Henri Termeer, die vorgeschlagene Summe jedoch als unrealistisch ab. *Sanofi* kündigt daraufhin an, sich möglicherweise direkt an die *Genzyme*-Aktionäre zu wenden.

September/septembre

03.09. Bei einem Treffen in Paris vereinbaren Verteidigungsminister Hervé Morin und sein britischer Amtskollege Liam Fox eine künftige engere Zusammenarbeit beider Staaten bei der militärischen Ausrüstung. Dies soll beiden Staaten angesichts der angespannten Haushaltssituation umfassende Einsparungen im Verteidigungsbudget erlauben. Details sollen im Rahmen des französisch-britischen Gipfeltreffens Anfang November bekannt gegeben werden.

07.09. Hunderttausende Demonstranten protestieren in mehreren Städten Frankreichs gegen die geplante Anhebung des Rentenalters von 60 auf 62 Jahre, deutlich mehr als am letzten Streiktag im Juni 2010. Es kommt zu erheblichen Behinderungen im Zug- und Flugverkehr sowie an Schulen und in der öffentlichen Verwaltung. Staatspräsident Sarkozy kündigt an, trotz der Proteste an der geplanten Reform festhalten zu wollen, zeigt sich aber für einige Nachbesserungen, zum Beispiel für Schwerarbeit oder im Falle einer besonders langen Lebensarbeitszeit, offen. Heute beginnt die Verhandlung über den Gesetzestext in der Nationalversammlung.

12.09. Aus Anlass des siebzigsten Jubiläums der Entdeckung der Höhle von Lascaux treffen Staatspräsident Nicolas Sarkozy und Kulturminister Frédéric Mitterrand in der Dordogne ein. Die Höhle mit prähistorischen Wandmalereien, die vermutlich etwa 17 000 bis 15 000 v. Chr. entstanden waren, war 1940 zufällig entdeckt worden. Sie ist heute Teil der UNESCO-Weltkulturerbeliste. Aufgrund der Bedrohung der Gemälde

durch Pilzbefall können Besucher lediglich einen Nachbau der Höhle besichtigen.

Croissance et rigueur

La coalition de Berlin adopte le 1^{er} septembre un nouveau plan de rigueur. 82 milliards d'euros devraient être économisés d'ici 2014, dont 11,2 milliards en 2011. Plusieurs mesures sont proposées pour réduire les déficits publics : une taxe sur les banques (2 milliards d'euros), une autre sur les billets d'avion (1 milliard), une réduction des prestations sociales pour jeunes parents et chômeurs de longue durée (450 millions), une baisse du budget de la défense, une réduction de certains avantages fiscaux accordés aux exploitants agricoles (1,5 milliard).

Le projet de budget pour 2011 est présenté à partir du 14 septembre aux députés du *Bundestag* par le ministre des Finances. Croissance oblige, le déficit, évalué à l'origine à 86 milliards d'euros, est estimé à 57,5 milliards, mais le gouvernement maintient ses objectifs de consolidation du budget. Les dépenses de l'Etat seront de 307,4 milliards, soit 4 % de moins qu'en 2010.

Depuis le mois de juillet, l'Institut de recherche économique DIW et l'Office des statistiques *Destatis* corrigent leurs prévisions initiales : après une progression de 0,2 % du PIB au cours du premier trimestre, due à l'évolution positive du commerce extérieur, la hausse s'élève à 4,1 % au deuxième trimestre. La croissance de l'économie allemande devrait se chiffrer à 3 % pour 2010, selon le rapport de la *Bundesbank* publié le 19 août. Pour la première fois depuis la crise, la demande intérieure est en augmentation. Elle représente 60 % de la croissance du PIB.

Cette évolution a des incidences sur les chiffres du chômage : l'Allemagne comptait fin septembre 7,2 % de chômeurs, le taux le plus bas depuis 18 ans, soit 3,03 millions de personnes sans emploi, une baisse de 157 000 par rapport au mois précédent et de 315 000 depuis septembre 2009.

F. T.

Gare à la contestation

Alors que les premiers travaux de démolition sont engagés aux abords de la gare principale de Stuttgart le 25 août, plusieurs dizaines de milliers de manifestants bloquent les rails et empêchent un TGV de partir pour Paris.

Après une vingtaine d'années de débats, l'actuelle gare terminus doit être transformée en une station souterraine reliant notamment l'aéroport et la ligne ferroviaire à grande vitesse de Paris à Bratislava. Les manifestants estiment pour leur part que ce projet gigantesque de 55 ponts et de 26 tunnels sur 63 kilomètres, baptisé *Stuttgart 21* et estimé à plus de 4 milliards d'euros, est trop coûteux, contraire aux principes de défense de l'environnement et tout à fait superflu. Le responsable de la *Deutsche Bahn*, Rüdiger Grube, refuse d'interrompre les travaux et propose une table ronde, ce que les opposants refusent dans un premier temps, dès lors que la démolition est maintenue.

Tous les lundis, plusieurs milliers de personnes protestent devant la gare et dans le centre-ville. La police démantèle le 19 septembre une centaine de tentes dressées par les contestataires, le timide dialogue engagé avec le gouvernement régional et la *Deutsche Bahn* est menacé par le maintien des travaux et la démolition d'une aile de la gare. Le 30 septembre, l'intervention musclée de la police contre une manifestation d'élèves, venus protester contre l'arrachage de 280 arbres, fait plus de 400 blessés. Les partis d'opposition, y compris le parti social-démocra



te qui avait approuvé le projet, critiquent la « *politique bulldozer* » du gouvernement chrétien-libéral, les Eglises demandent l'instauration d'un dialogue sans violence. Le même jour, la chancelière Angela Merkel défend *Stuttgart 21* devant les députés du *Bundestag*.

Dokumente/Documents proposera dans son premier numéro de 2011 une analyse détaillée de ce conflit qui devrait influencer le déroulement des élections régionales du 27 mars dans le Bade-Wurtemberg.

François Talcy

14.09. Die Europäische Kommission erwägt, gegen Frankreich ein Verfahren wegen Vertragsverletzung aus Anlass der Abschiebung von Roma einzuleiten. Die zuständige Justizkommissarin Viviane Reding kritisiert das Handeln Frankreichs scharf und bezeichnet es als „*Schande*“. Dabei bezieht sie sich auf einen bekannt gewordenen vertraulichen Erlass des französischen Innenministeriums, der ein gezieltes Vorgehen gegen Roma anordnet. Seit Beginn des Jahres waren etwa 8 000 Roma aus Frankreich ausgewiesen worden.

15.09. 329 der 577 Abgeordneten der *Assemblée nationale* stimmen dem Gesetzentwurf für eine geplante Rentenreform zu. Zuvor hatten Abgeordnete der oppositionellen Sozialisten versucht, die Abstimmung hinauszuzögern. 233 Abgeordnete der Sozialistischen Partei, der Kommunistischen Partei und der Grünen stimmen gegen den Entwurf.

16.09. Beim Gipfel der Staats- und Regierungschefs der EU-Länder in Brüssel kommt es beim

Thema der Abschiebung von Roma aus Frankreich zu einem Eklat. Staatspräsident Sarkozy und EU-Kommissionspräsident José Manuel Barroso liefern sich dabei ein heftiges Wortgefecht. Nach Informationen von Anwesenden habe sich Sarkozy eine Einmischung der Kommission verboten, während Barroso die Rolle der Kommission als Hüterin der EU-Verträge betont habe. Sarkozy kritisiert zudem die Wortwahl der Justizkommissarin Reding, die das Vorgehen Frankreichs indirekt mit der Nazi-Zeit verglichen hatte. Die Form der Äußerungen stößt auch in anderen EU-Mitgliedstaaten wie Deutschland auf Kritik. Sarkozy erwähnt zudem eine angekündigte Räumung von Roma-Lagern in Deutschland, was ein Sprecher der Bundesregierung dementiert.

16.09. In Niger werden mehrere Angestellte französischer Unternehmen entführt, darunter ein Mitarbeiter des Atomkonzerns *Areva* und seine Ehefrau sowie drei Mitarbeiter des Baukonzerns *Vinci*. Hinter der Entführung wird das Terrornetzwerk Al-Qaida vermutet. *Areva* und *Vinci* fördern in Niger Uran, der von zentraler Bedeutung für die französische Atomindustrie ist.

20.09. In einer Rede vor der Vollversammlung der Vereinten Nationen im Rahmen eines UN-Gipfels zum Thema „Armut“ fordert Staatspräsident Sarkozy neue Wege bei der Armutsbekämpfung, darunter vor allem die Besteuerung von Finanztransaktionen. Zudem fordert er eine Reform des UN-Sicherheitsrats und die Aufnahme neuer Mitglieder, darunter Deutschland. Bei einem Treffen mit Bundeskanzlerin Merkel werden Unstimmigkeiten zwischen beiden Regierungschefs in Folge der Debatte um die Abschiebung von Roma ausgeräumt.

22.09. Im Pariser *Grand Palais* eröffnet die erste umfassende Ausstellung mit Werken des Künstlers Claude Monet seit 30 Jahren. Für die Ausstellung, die in 200 Werken einen Überblick über Monets Gesamtwerk gibt, waren bereits vor der Eröffnung 80 000 Eintrittskarten online reserviert worden.

23.09. Zum zweiten Mal in zwei Wochen demonstrieren mehrere Hunderttausend Menschen

in verschiedenen Städten gegen die von der Regierung geplante Rentenreform. Erneut ist der Nah-, Fern- und Flugverkehr stark behindert, in Paris fallen fast die Hälfte aller Flüge aus.

27.09. In Paris empfängt Staatspräsident Sarkozy den Präsidenten der Palästinensischen Autonomiebehörde Mahmud Abbas. Dabei fordert Sarkozy eine stärkere Einbeziehung der EU in die Nahost-Friedensverhandlungen und verweist auf die Rolle der EU als größter Geber in der Region. Anfang September waren die Gespräche zwischen Israel und den Palästinensern unter Vermittlung der USA nach zweijähriger Pause wieder aufgenommen worden. Ihre Fortsetzung ist jedoch vom Auslaufen eines Baustopps israelischer Siedlungen im Westjordanland bedroht.

27.09. Der Pariser Gemeinderat stimmt mit großer Mehrheit einem Angebot des ehemaligen Staatspräsidenten Jacques Chirac zu, vor Beginn eines für Ende des Jahres angesetzten Prozesses eine außergerichtliche finanzielle Einigung anzustreben. So sollen der Stadt Paris 2,2 Millionen Euro überwiesen werden. Die Summe dient als Entschädigung für Verluste der Stadt durch die angebliche Beschäftigung von Angestellten im Pariser Rathaus, die eigentlich für die neogaullistische Partei RPR gearbeitet hatten. Chirac, der damals Bürgermeister von Paris und Vorsitzender der RPR gewesen war, soll wegen Unterschlagung öffentlicher Gelder und Amtsmissbrauch angeklagt werden.

29.09. Haushaltsminister François Baroin stellt in Paris den Haushaltsentwurf für das Jahr 2011 vor. Demzufolge plant die Regierung einen deutlichen Sparkurs, der vor allem zur Senkung des öffentlichen Defizits beitragen soll. Dieses soll von heute 7,7 % auf etwa 6 % im Jahr 2011 gesenkt werden. Hierzu sind Einsparungen in Höhe von 40 Milliarden Euro geplant, die vor allem im Bereich der Staatsausgaben und durch das Schließen von Steuerschlupflöchern erreicht werden sollen. Unterstützt werden soll der Sparkurs durch eine steigende Wachstumsrate, die nach Annahmen der Regierung bei etwa 2 % für das Jahr 2011 liegen soll.

Gestorben/Disparitions

02.07. Laurent Terzieff (75), Schauspieler und Regisseur. Er war vor allem als Theaterschauspieler bekannt geworden, hatte aber auch in zahlreichen Kinofilmen mitgewirkt. Er hatte bis zur aktuellen Spielzeit am *Odéon*-Theater in Paris auf der Bühne gestanden. Im Laufe seines Lebens hatte er zahlreiche Preise und Auszeichnungen erhalten.

17.07. Bernard Giraudeau (63), Schauspieler. Er war vor allem durch den Teenager-Film *La Boum* aus dem Jahr 1980 bekannt geworden. Mehrfach war er für verschiedene Kino-Produktionen für den französischen Filmpreis *César* nominiert worden.

07.08. Bruno Cremer (80), Schauspieler. Vor allem die Rolle von *Kommissar Maigret* hatte ihn von 1991 bis 2005 einer breiten Öffentlichkeit bekannt gemacht.

30.08. Alain Corneau (67), Regisseur. Seinen internationalen Durchbruch hatte er 1991 mit dem Film *Die siebte Saite (Tous les Matins du Monde)* mit Gérard Depardieu und dessen Sohn Guillaume in den Hauptrollen gefeiert, der mehrere *Césars* gewonnen hatte und für einen *Golden Globe* nominiert worden war.

12.09. Claude Chabrol (80), Filmemacher. Er gilt als einer der Begründer der *Nouvelle Vague* und hat sich Zeit seines Lebens mit der Moral und Lebensweise der *Bourgeoisie* auseinandergesetzt. Zu seinen wichtigsten Werken zählen insbesondere seine Filme der 1960-Jahre wie *Der Frauenmörder von Paris (Landru)*.

29.09. Georges Charpak (86), Wissenschaftler und Nobelpreisträger. Der aus Polen stammende ehemalige Widerstandskämpfer hatte 1992 für seine Entwicklung von Teilchendetektoren den Nobelpreis in Physik erhalten. Lange Jahre war er am Kernforschungszentrum in Genf tätig gewesen.

12.07 Günter Behnisch (88), architecte. Récompensé plusieurs fois par le Prix allemand de l'architecture, il était l'un des plus prestigieux de l'architecture moderne. On lui doit notamment le stade olympique de Munich et la salle plénière du dernier *Bundestag* de Bonn.

24.07 Theo Albrecht (88), Homme d'affaires. Fondateur avec son frère Karl de la chaîne de supermarchés *Aldi*, il était la deuxième fortune du pays (après Karl).

21.08 Christoph Schlingensief (49), metteur en scène. Récompensé par de nombreux prix, dont le Prix *Helmut-Käutner* en 2009, il a mis en scène de nombreuses pièces de théâtre et des films, dont la radicalité culturelle et politique a souvent suscité des polémiques. Il avait mis également en scène le festival *Richard Wagner* de Bayreuth.

23.08 Lothar Loewe (81), journaliste, ancien directeur général de la radio de Berlin *Sender Freies Berlin* de 1983 à 1986, puis de la radio régional de Berlin-Brandebourg RBB. Il avait été correspondant de la première chaîne de télévision allemande ARD à Washington, Moscou et Berlin-Est. Les autorités est-allemandes l'expulsent de RDA en 1976 à la suite d'un reportage jugé trop critique par le régime communiste de Berlin-Est.

11.09 Bärbel Bohley (65), ancienne défenseur des droits de l'homme en RDA. Elle a été l'une des personnalités dominantes de la révolution tranquille de 1989 à Berlin-Est. Elle a créé un projet de groupe d'entraide aux environs de Sarajevo pour faciliter le retour des réfugiés après les confrontations en Bosnie-Herzégovine.

18.09 Egon Klepsch (80), ancien président du Parlement européen. Elu pour la première fois en 1965 au *Bundestag*, il est entré au Parlement de Strasbourg en 1973.